



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 27 février 2015 (2^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-02-02/18

OBJET: Avenant à la convention de mandat « SEMAG » pour la « reconstruction et raccordement de la STEP de Morne-à-L'Eau (Gédéon) de 8000 EH »

L'an deux mille quinze, le vingt-sept février 2015 à 19h32, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie de Port-Louis sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

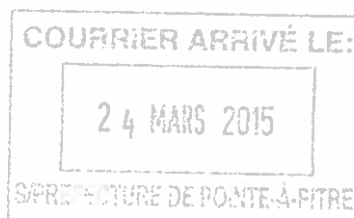
NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-deux (22)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE, Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme LAUG Caroll, M. LOMBION Jean-Claude, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Sept (7)

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane à M. BERNARD Jean-Luc
Mme ARMOUGON Betty à Mme MAMERT-LISTOIR Sabine
Mme GUILLAUME Stella à M. PORLON Pierre
Mme JASMIN Victoire à M. FRANCFORT Philipson
Mme OUJAGIR Nadia à M. M. ANZALA Jean
M. ROUX Harry à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle
M. SIOUMANDAN Rénalt à M. MORNAL Blaise



CONSEILLERS ABSENTS : Sept (7)

Mme CARDOVILLE Roselyne, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MANETTE Sandra, Mme MEKEL Alexina, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz

A été élu secrétaire de séance : M. FRANCFORT Philipson

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'Agglomération ;

Vu la délibération n° COM 2015-02-02/17 du 27 février 2015 portant autorisation donnée à la Présidente à signer l'avenant à la convention de gestion du service public d'assainissement collectif et non collectif conclue avec la Ville de Morne-à-L'Eau, portant résiliation ;

Vu la délibération n° COM 2014-04-02/17 du 28 avril 2014, portant délégation d'attributions à la Présidente ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la convention de mandat en date du 6 août 2012, par laquelle la ville de Morne-à-l'Eau a confié à la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG), la reconstruction et le raccordement de la station d'épuration du centre-bourg, d'une capacité nominale de 8 000 EH.

Vu l'avenant à la convention de mandat précitée passé au mois de novembre 2013, relatif aux dispositions financières et à la modification de l'enveloppe prévisionnelle évaluée à 6 028 000 € HT, soit 6 540 380 € TTC.

Considérant que d'un commun accord, les parties ont convenu que la CANGT récupère au plus tôt l'opération, objet de la convention de mandat susvisée.

Considérant qu'il a été décidé par délibération du 27 février 2015 précitée, de mettre fin dès le 1^{er} mars 2015, à la convention de gestion qui liait la Ville de Morne-à-l'Eau à la CANGT, pour les services « assainissent collectif et non collectif ».

Considérant qu'en conséquence, la CANGT se substituera à la Ville de Morne-à-l'Eau dans tous les contrats pour cette opération.

Considérant qu'il convient dès lors, de modifier la convention de mandat visée, par avenant n°2, en prenant en compte la modification de la dénomination du maître d'ouvrage et le plan de financement prévisionnel au 31 décembre 2014, avec effet au 1^{er} mars 2015.

Considérant qu'en vertu de la délibération COM 2014-04-02/17 visée, la Présidente a reçu délégation du conseil pour signer tout marché et avenant.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De valider le bilan financier prévisionnel établi au 31 décembre 2014, comme suit :

DEPENSES			
ETUDES (sous-total)	HT	33 830,00	TTC 431 830,00
Maîtrise d'œuvre	203 000,00	17 255,00	220 255,00
Plans topographiques	5 900,00	502,00	6 402,00
Etudes de sols	28 900,00	2 457,00	31 357,00
Coordination SPS	9 200,00	782,00	9 982,00
Bureau de contrôle	26 400,00	2 244,00	28 644,00
Essais	18 000,00	1 530,00	19 530,00
Communication	9 600,00	816,00	10 416,00
Assurances	82 500,00	7 013,00	89 513,00
Reprographies et insertions	14 500,00	1 233,00	15 733,00
TRAVAUX (sous-total)	5 857 000,00	497 845,00	6 354 845,00
Raccordement EDF	10 000,00	850,00	10 850,00
Travaux station d'épuration	5 455 000,00	463 675,00	5 918 675,00
Divers et imprévus	392 000,00	33 320,00	
REMUNERATION SEMAG	145 000,00	12 325,00	157 325,00
TOTAL GENERAL	6 400 000,00	544 000,00	6 944 000,00

RECETTES	
Cofinancement (sous-total)	4 800 000,00
FEDER	3 420 000,00
ONEMA	1 380 000,00
Autofinancement	2 144 000,00
TOTAL GENERAL	6 944 000,00

ARTICLE 2: De substituer la CANGT à la Ville de Morne-à-L'Eau dans cette opération.

ARTICLE 3: De prendre acte qu'un avenant à la convention de mandat avec la SEMAG sera signé par la Présidente.

ARTICLE 4: La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,


 La Présidente
 Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Rue Gambetta, 97117 Port - Louis ☎ : 0590 44.77.80 📠 : 0590 44.77.99



